

L'histoire des sociétés africaines de 1500 à 1800: conclusion

B. A. Ogot

Diverses étiquettes ont été apposées à la période de l'histoire de l'Afrique qui va de 1500 à 1800. De nombreux livres d'histoire la présentent comme «l'ère de la traite des esclaves», surestimant l'importance du phénomène dans l'histoire du continent. Ils oublient qu'en Afrique occidentale et centrale, la traite des esclaves a duré jusqu'en 1850 environ et qu'en Afrique de l'Est, c'est au XIX^e siècle qu'elle s'est développée, si l'on en excepte une période antérieure vers le monde musulman. Cette étiquette ne tient pas compte non plus du fait que certaines parties du continent, par exemple l'Afrique du Sud, ne l'ont pratiquement jamais connue. D'autres historiens, surtout les néo-marxistes, font de l'intégration progressive de l'Afrique dans l'économie capitaliste mondiale dominée par l'Europe la principale caractéristique de cette période. Ils accordent donc une place plus importante aux relations extérieures de l'Afrique qu'à son évolution interne et présentent les peuples africains comme les malheureuses victimes de forces mondiales qu'elles ne peuvent ni comprendre ni maîtriser. L'Afrique s'en trouve marginalisée et des idées racistes à propos du continent et de ses habitants se propagent et s'intensifient. D'autres historiens encore font des mouvements de population et du peuplement définitif du continent la caractéristique majeure de la période. Or, force est de constater qu'à quelques exceptions près, il n'y a guère eu de migrations de masse en Afrique après 1500. D'autres chercheurs enfin auraient tendance à présenter l'histoire de ces trois siècles comme une série de catastrophes écologiques et à considérer les sécheresses et les famines comme les facteurs déterminants de la période.

Chacune de ces étiquettes a sa part de vérité, mais aucune d'entre elles ne rend bien compte de la complexité et du dynamisme de ces trois siècles d'histoire africaine. Dans ce dernier chapitre, nous nous efforcerons de dégager les grandes lignes de l'évolution historique des sociétés africaines pendant cette période, en nous appuyant, dans une très large mesure, sur les divers chapitres de ce volume.

Peut-être serait-il indiqué de commencer notre exposé par la question fondamentale des mouvements de population. Ces mouvements ont été importants pour cette période de l'histoire africaine mais, et la mise en garde est de Vansina au chapitre 3, « ils ne sont pas spécialement caractéristiques de la période 1500-1800¹ ». La plus grande partie de l'Afrique avait déjà été colonisée en 1500 et ce que les traditions orales présentent comme des migrations dans ces zones n'était en fait qu'une expansion et des déplacements de population. Seul le nord-est de l'Afrique (soit la Somalie actuelle, le sud de l'Éthiopie, le sud du Soudan, le nord du Kenya et le nord de l'Ouganda) a connu des mouvements massifs de population au cours de cette période chez les Oromo, les Somali, les Luo, les Karimojong, les Kalenjin, les Turkana et les Masai. D'après Vansina, « ces mouvements de population se rattachent [...] à l'histoire de l'occupation des terres marginales. [...] En effet, presque partout, de vastes régions étaient occupées par des peuples dont l'économie était adaptée au milieu naturel et à la densité de population² ».

Mais il y a beaucoup plus significatif que ces migrations dont on se préoccupe tant : la période 1500-1800 a été cruciale pour les grandes formations sociopolitiques du continent. C'est pendant ces trois siècles que la plupart des habitants des différentes régions d'Afrique se sont regroupés pour former les ensembles sociaux, économiques, religieux, culturels et politiques qui constituent les peuples africains d'aujourd'hui.

Tandis que les sociétés africaines donnaient naissance à des groupes ethniques distincts, aux caractéristiques linguistiques et culturelles propres, une grande partie de l'Afrique se transformait par suite de l'évolution des relations extérieures du continent. En 1500, la plupart des sociétés africaines étaient relativement indépendantes du reste du monde, leurs relations extérieures étant réduites au minimum. Mais en 1800, une grande partie de l'Afrique était intégrée dans les circuits commerciaux mondiaux qui la rattachaient étroitement à l'Europe, à l'Amérique et à l'Asie. Ce processus d'intégration avait été facilité par l'apparition, sur le continent, de nouvelles communautés telles que les colons hollandais en Afrique australe, les Portugais en Angola et sur la côte Est, et les Ottomans en Égypte et au Maghreb. De nombreuses sociétés africaines durent alors changer progressivement de mode de vie, ou se déplacer, ou les deux à la fois. Très rapidement, des relations totalement différentes s'établirent entre les sociétés et en leur sein. Ces nouvelles relations se caractérisaient par la domination et la dépendance, tant

1. Voir le chapitre 3.

2. *Idem*.

sur le plan interne que dans un système mondial où l'Europe était devenue la puissance prépondérante.

Pathé Diagne a recensé les grandes structures économiques qui sont apparues au cours de cette période, à savoir le système de castes au Soudan occidental, dans la région du Niger-Tchad et au Sahara, l'économie de pillage dans les pays riverains de la Méditerranée, du Nil et de l'océan Indien, et l'économie d'entrepôt ou de comptoir au voisinage de l'océan Atlantique³.

L'économie de pillage, par exemple, était la conséquence de l'expansionnisme espagnol et portugais et dépendait bien davantage du produit de la piraterie, de tributs et de droits que du commerce et de l'industrie, comme c'était le cas avant 1500. Elle disloqua totalement les sous-systèmes de la Méditerranée et de l'océan Indien notamment, et appauvrit les campagnes que la traite des esclaves devait par la suite plonger dans une crise profonde. Une aristocratie militaire fit son apparition, qui vivait de piraterie et de razzias pour lesquelles elle utilisait les services d'hommes libres et d'esclaves. Ce système d'exploitation et d'oppression provoqua plusieurs révoltes paysannes, notamment au Soudan occidental, dans les régions du Niger et du Tchad, en Égypte, au Sahara, au Maghreb, en Éthiopie et dans le bas Zambèze.

Comme l'économie de pillage, l'économie de comptoir ne se souciait guère d'innover. Théâtres de violence et de pillage, les nouveaux comptoirs maritimes étaient des forteresses avant d'être des centres commerciaux ou industriels. Sur les côtes de la Guinée et de l'Afrique équatoriale, au Congo, en Angola et en Sénégal, les Portugais pillaient plus qu'ils n'achetaient. De 1650 à 1800, l'économie de comptoir reposait sur la traite transatlantique des esclaves.

Les sociétés touchées par ce type d'économie se transformèrent progressivement aux XVII^e et XVIII^e siècles. Ce processus complexe entraîna de grandes restructurations dont la principale, surtout en Afrique centrale occidentale, fut la prédominance des réseaux commerciaux sur les États. Dans la plupart des villes côtières, il y eut éclatement général des centres d'autorité et morcellement du pouvoir politique. Citons M'Bokolo : « [...] l'organisation du commerce, du côté africain, ne fut pas le monopole de l'État : la concurrence ne profita qu'à quelques individus, princes ou roturiers, voire anciens esclaves, qui formèrent une nouvelle aristocratie, jalouse de ses privilèges et avide de pouvoir politique. [...] Au Loango, ce furent des hommes nouveaux — courtiers, commerçants, caravaniers et autres intermédiaires — qui connurent la meilleure fortune, ayant les moyens d'acheter la terre auprès du roi et de rassembler dans leur entourage de nombreux subordonnés libres ou serviles : on cite, à la fin du XVIII^e siècle, l'exemple de roturiers possédant la bagatelle de 700 subordonnés qui guerroyaient ou cultivaient la terre pour leur compte⁴. »

En d'autres termes, le déclin des États entraîna celui des anciennes élites dirigeantes qu'une classe de marchands vint remplacer ou rejoindre. La

3. Voir le chapitre 2.

4. Voir le chapitre 18.

pénétration portugaise dans le sud du Zambèze, par exemple, entama sérieusement le pouvoir de la classe dominante autochtone et facilita l'instauration de formes directes d'exploitation des paysans par les capitalistes portugais. « La convergence des circuits commerciaux régionaux et du commerce au loin, écrit Bhila, donna naissance à une classe de négociants africains appelés les *vashambadzi*. [... Ils servaient] d'intermédiaires entre les commerçants étrangers et les paysans africains⁵. »

Des événements du même ordre donnèrent naissance au « *Mestizos* et aux Créoles » de la Casamance, de la Guinée et de la Sierra Leone. Les Afro-Portugais et les Anglo-Africains de ce dernier pays étaient des groupes de marchands qui servaient d'intermédiaires entre les navires européens et les sociétés africaines de l'intérieur. C'étaient surtout des agents au service du capitalisme mercantile européen qui s'enrichirent considérablement.

Même dans le cas des sultanats *fundj* et *für* où les sultans semblent avoir dirigé et protégé le commerce extérieur les reliant à l'Égypte et à la mer Rouge, l'essentiel des échanges étaient aux mains des *djallāba* (négociants) soudanais qui servaient d'intermédiaires et de financiers en matière de commerce extérieur.

Relativement isolés en 1500, les divers peuples d'Afrique s'intégrèrent donc graduellement dans l'économie mondiale. Dans la plupart des cas, cette intégration s'accompagna de profondes transformations sociales et politiques.

Malgré la disparition de grands États au Soudan occidental et dans l'Afrique du Nord-Est au début de la période qui nous intéresse, « les différents États d'Afrique, écrit Vansina, exerçaient leur domination sur une plus grande partie du continent à la fin du XVIII^e siècle qu'au début du XVI^e ». Mais ce ne sont pas seulement les territoires dominés par des États qui s'étendirent au cours de ces trois siècles : la période est également marquée par de nombreux exemples de regroupements politiques dus à l'expansion et à la centralisation des institutions politiques. Ainsi, la formation d'États et la centralisation de l'autorité politique furent les deux processus marquants de cette période.

En Afrique du Nord-Est, par exemple, si les XVI^e et XVII^e siècles ont vu l'effondrement de l'empire chrétien d'Éthiopie auquel succéda une anarchie qui se poursuivit par intermittence jusqu'en 1855, année où Théodore II inaugura l'ère des grands empereurs, il y eut, en revanche, une expansion de cet empire vers le sud, ce qui stimula l'apparition de nouveaux États, tels que ceux de Boša, de Kaffa, de Šekko, de Wolayta et de Dauro.

Dans le cas de Madagascar, nous constatons un processus inverse de centralisation. Au début du XVII^e siècle, l'île ne regroupait encore pour l'essentiel que de petites chefferies autonomes. Mais à la fin du siècle, l'Empire des Sakalava se constitua dans la partie occidentale et plusieurs royaumes firent leur apparition chez les peuples des hauts plateaux ainsi

5. Voir le chapitre 22.

6. Voir le chapitre 3.

que dans tout le sud de l'île. L'Empire des Sakalava atteignit son apogée au XVIII^e siècle et le littoral oriental fut politiquement uni pour la première fois dans le cadre de la Confédération des Betsimisaraka. En 1800, ces deux États étaient sur leur déclin et l'Imerina, jusqu'alors faible et désuni, gagnait en puissance.

Le même processus d'unification et de centralisation se retrouve sur la côte de la Guinée inférieure. D'après une carte datant de 1629, il y avait alors dans cette région forestière et côtière 38 États et royaumes qui avaient été fondés par les Ga et les Akan. Entre 1670 et 1750, une grande révolution politique s'y produisit. Les 38 États de 1629 donnèrent naissance aux 3 grands empires des Aowin, des Denkyira et des Akwamu qui, en 1750, fusionnèrent pour former l'Empire des Ashanti.

Le Buganda, le Rwanda et le Maravi sont d'autres exemples d'États qui se développèrent et mirent au point des systèmes politiques centralisés au cours de cette période.

Mais il y eut un phénomène politique plus courant pendant ces trois siècles : aux États en déclin ou qui s'effondraient succédaient plusieurs petits États ou des systèmes économiques. Ainsi, en Afrique centrale, des États de plus en plus grands se constituèrent et donnèrent naissance, au XVI^e siècle, aux Royaumes du Kongo, de Tio, de Loango et du Ndongo (le futur Angola), le Royaume du Kongo étant le plus important et le plus centralisé. Mais à partir de 1665, ces États commencèrent à décliner et les territoires furent réorganisés sur une plus grande échelle, en fonction d'impératifs économiques dictés par la traite des esclaves.

Sur la côte de la haute Guinée, les États qui succédèrent aux Empires songhay et du Mali apparurent aux XVII^e et XVIII^e siècles. Le grand empire foul se constitua au XVII^e siècle sur les ruines de l'Empire songhay mais céda la place à l'Empire du Kaarta au cours de la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Le long de l'Atlantique, les pays qui s'étaient constitués après le démembrement du Mali furent unifiés par le Gabu (Kaabu) aux XVII^e et XVIII^e siècles, puis par le Fouta-Djalon aux XVIII^e et XIX^e siècles. Dans le Centre, la renaissance eut lieu au début du XVIII^e siècle sous les auspices des Bambara de Ségou et, dans le Sud, les Jula organisèrent l'Empire de Kong au XVIII^e siècle.

On assiste à un processus semblable dans le sud du Zambèze. Le déclin du Grand Zimbabwe donna naissance, tout d'abord, à l'État de Torwa puis, et c'est là le plus important, à l'Empire de Mutapa au début du XVI^e siècle. Le morcellement et le déclin de l'État mutapa commencèrent en 1629. L'Empire sombra dans la déchéance et le désordre au cours du XVIII^e siècle, mais l'entité politique mutapa ne disparut complètement qu'en 1917.

La plupart des nouveaux États se dotèrent de systèmes de gouvernement et d'administration originaux. Le Dahomey, par exemple, représentait une nouvelle notion de l'État. Il avait été créé par des migrants venus d'Allada vers 1625, qui s'étaient imposés à divers groupes. Au concept traditionnel de l'État considéré comme une version élargie de la famille, succédait celui d'un État fort et centralisé, avec à sa tête un monarque absolu exigeant la loyauté sans réserve de tous les citoyens.

Les nouvelles conceptions de l'État et des systèmes de gouvernement qui se formèrent dans différentes régions d'Afrique (surtout aux XVII^e et XVIII^e siècles) méritent d'être approfondies. Dans la plupart de ces États, diverses classes sociales firent également leur apparition: aristocrates, groupes militaires, roturiers et esclaves. Ainsi, la société kanuri du Borno était extrêmement stratifiée. Elle était divisée, en gros, en deux classes, les *kontuowa* (classe dominante ou noblesse) et les *talia* (roturiers), elles-mêmes subdivisées en plusieurs groupes qui se distinguaient par leur langage, leurs vêtements, leur mobilier et l'architecture de leur logement. Dans le pays Hawsa, avec l'enrichissement des aristocrates et des négociants, cette distinction fit place à une distinction économique entre les *attajirai* (les nantis) et les *talakawa* (les pauvres).

L'aristocratie (administrative et militaire) s'enrichit en utilisant divers moyens d'exploitation. Elle acquit très vite une idéologie de l'oppression. En Égypte, par exemple, le déclin de l'Empire ottoman coïncida avec le début de conflits internes entre les différentes couches sociales dont l'enjeu n'était pas l'indépendance politique mais la maîtrise de l'économie, du pays et de ses institutions politiques. L'état critique de l'économie était le reflet d'une politique d'oppression par laquelle la majorité de la population était dominée et exploitée par une petite élite comprenant les beys mamluk et leur entourage. Cette situation d'oppression provoqua l'apparition d'une littérature populaire en langue arabe (surtout poétique et satirique) ayant pour thème l'exploitation des paysans.

Comme nous l'avons déjà souligné en évoquant les résultats de l'économie de pillage, ces régimes d'oppression provoquèrent plusieurs révoltes paysannes dans toute l'Afrique. Celles des XVII^e et XVIII^e siècles devraient faire l'objet d'une étude approfondie. Il faudrait, pour commencer, en établir la typologie. De plus, les classes inférieures ne constituaient pas un groupe homogène dans de nombreuses régions: certaines d'entre elles n'étaient même pas constituées de paysans. Mais, en règle générale, on peut déclarer que, quelle que fût leur composition, les classes inférieures luttèrent contre la détérioration de leur situation pour préserver au moins le *statu quo*.

La traite des esclaves

Les questions que l'on soulève habituellement à ce propos, telles que les recensements d'esclaves ou les effets de la traite des esclaves sur la société africaine, ont été étudiées au chapitre 4 et dans les sections pertinentes de la plupart des chapitres du présent volume. Il n'est donc pas nécessaire d'y revenir ici. Permettez-moi plutôt d'insister sur quelques points fondamentaux concernant la traite des esclaves qui, à mon sens, devraient retenir l'attention des historiens spécialistes de l'Afrique.

Tout d'abord, quelle place doit-on faire à la traite des esclaves dans l'histoire de l'Afrique ? En d'autres termes, quel intérêt présente la traite des esclaves pour nous, historiens de l'Afrique ? Toutes les races ont été esclaves

autrefois : le terme lui-même vient du mot Slaves qui désigne les Européens de l'Est. Mais tous les autres groupes de population ont trouvé un moyen d'éliminer cette notion de leur conscience historique. Les Juifs, par exemple, ont autrefois été esclaves, mais ils interprètent à présent leur esclavage comme une condition spéciale et unique qui leur avait été assignée par Dieu. Les Africains surestiment tant l'importance de l'esclavage dans leur histoire qu'il y a assimilation ou presque entre les termes esclave et Africain. Comme D. B. Davis l'a clairement montré dans ses ouvrages, *Problem of slavery in western culture* et *Slavery and human progress*, l'esclavage est un phénomène majeur de l'idéologie du monde occidental moderne que nous devons nous efforcer de comprendre⁷. Il est le principal responsable de l'attitude négative envers l'Afrique et les Africains.

Au chapitre 4, Inikori s'efforce de mesurer le rôle de la traite des Noirs dans le progrès économique du monde occidental. Cette question, elle aussi fondamentale, doit être examinée franchement et de manière approfondie. Marx et Engels ont soutenu que, tout en étant et en ayant toujours été immoral, l'esclavage n'en a pas moins été essentiel pour le progrès économique et, par conséquent, pour le progrès social. Sans l'esclavage, ont-ils fait valoir, il n'y aurait eu ni civilisation grecque, ni civilisation romaine. Inikori fait observer, pour sa part, que l'esclavage africain a été essentiel pour le développement du système économique et géopolitique atlantique et pour l'industrialisation de l'Europe occidentale. Par ailleurs, dans son ouvrage en trois volumes, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e-XVIII^e siècle*, Fernand Braudel a donné une autre image de la conquête du monde par le capitalisme européen : passant de la traditionnelle économie de subsistance paysanne à l'avènement du marché, il explique finalement comment une poignée de banquiers et de négociants ont réussi, en monopolisant le commerce et en réalisant le maximum de bénéfices, à créer une série d'économies-mondes ancrées en Europe et, ainsi, à étendre la puissance croissante du capitalisme européen. Il attribue cette croissance à des entreprises multinationales telles que la Maison des Fugger d'Augsbourg au XVI^e siècle et la Compagnie des Indes orientales aux XVII^e et XVIII^e siècles⁸. Le rôle de la traite des esclaves africains dans ce débat doit être radicalement réévalué.

Dans le chapitre 5, Harris soulève une autre question importante liée à l'esclavage. Tous les documents disponibles font clairement apparaître que la déshumanisation des Africains s'est intensifiée de 1500 à 1800 par suite de l'intensification de l'esclavage à partir de 1619.

C'est cependant la traite intercontinentale des esclaves qui, plus que tout autre facteur, a été à l'origine de la présence des Noirs dans le monde entier. Elle a eu pour conséquence une très importante diaspora africaine, surtout sur le continent américain et dans la Caraïbe. D'après Harris, « ce furent la nature de cette traite et les conséquences qu'elle a eues, en particulier en

7. D. B. Davis, 1966-1975 et 1984.

8. F. Braudel, 1984. Voir également I. Wallerstein, 1976.

Amérique et dans la Caraïbe, qui ont poussé les Africains à se lancer dans des luttes pour leur liberté, lesquelles, avec les années, ont suscité dans les consciences le souci généralisé de la rédemption de l'Afrique et de la libération des Noirs du monde entier. [...] En dépit de la domination coloniale, ce processus s'est poursuivi et pourrait bien être la conséquence historique la plus importante de la diaspora africaine⁹».

C'est effectivement ce phénomène qui a été à la base du mouvement panafricain des XIX^e et XX^e siècles.

L'introduction de nouvelles cultures vivrières

Pour de nombreux écrivains, l'introduction de nouvelles cultures originaires des Amériques est un aspect positif du commerce transatlantique. Certains ont fait valoir que ces cultures, qui entraînent automatiquement des modifications du régime alimentaire, améliorèrent la résistance physique des Africains, contribuant ainsi à l'accroissement de la population. Citons à ce propos un manuel type d'histoire africaine: «Les nouvelles cultures originaires des Amériques permirent à l'Afrique tropicale, et surtout aux régions de forêt, de nourrir une population beaucoup plus nombreuse que par le passé. Le maïs, l'arachide et le manioc — pour ne citer que ces trois exemples — modifièrent durablement le rapport des Africains à leur environnement¹⁰.»

Mais, comme le fait observer M'Bokolo, les effets de ces transformations agricoles sur la population africaine sont difficiles à interpréter. «Ont-elles contribué, comme on l'a souvent souligné, par une alimentation plus sûre et plus diversifiée, à une plus grande résistance physique de la population et à une plus forte croissance démographique?» Rien n'est moins sûr. Il souligne, au contraire, que le manioc n'a qu'une valeur nutritive médiocre et que l'on a constaté chez ceux qui l'ont le plus utilisé, comme les Tio et les Mboshi, des signes de malnutrition sévère¹¹.

Si les tendances démographiques au cours des XVII^e et XVIII^e siècles sont difficiles à discerner, c'est parce que cette époque, qui fut aussi celle de l'apogée de la traite transatlantique, fut marquée par l'apparition de nouvelles maladies, telles que la variole, qui devaient par la suite devenir des fléaux récurrents.

Ce qui est certain, toutefois, c'est que les nouvelles cultures originaires des Amériques et d'Asie, qui furent introduites par les Européens dans diverses régions d'Afrique entre 1500 et 1800, notamment le maïs, le manioc, l'arachide, divers types d'ignames, la patate douce, les agrumes, les tomates, les oignons et le tabac, diversifièrent l'agriculture du continent. De nombreuses cultures vivrières africaines comme la banane, le sorgho, le millet et

9. Voir le chapitre 5

10. P. D. Curtin, S. Feierman, L. Thompson et J. Vansina, 1978, p. 214.

11. Voir le chapitre 18.

l'igname furent progressivement remplacées au cours de cette période par le manioc et le maïs. C'est donc à cette époque que remonte la place très importante qu'occupent actuellement ces deux éléments dans l'alimentation de base des Africains.

Au niveau social, d'après M'Bokolo, cette révolution agricole contribua, avec le commerce lui-même, à créer une nouvelle division du travail : des tâches agricoles, telles que les défrichements, les cultures et le conditionnement des produits, furent progressivement délaissées par les hommes — qui préféraient se consacrer au commerce, beaucoup plus lucratif — et confiées aux femmes et aux esclaves. L'intensification de l'esclavage domestique et d'autres formes de dépendance fut donc une conséquence directe de ces mutations agricoles¹².

Les catastrophes écologiques

Certains ont tenté de démontrer qu'aux diverses périodes de l'histoire de l'Afrique correspondaient essentiellement des conditions climatiques et qu'il existait une corrélation significative entre les périodes de sécheresse grave et les grands événements historiques. L'époque qui nous intéresse en particulier est considérée comme une période de sécheresse¹³.

Ces analyses ont tendance à donner à l'environnement physique un caractère immuable qui réduit les Africains au rôle de victimes impuissantes de la nature. Elles ont également l'inconvénient de donner trop d'importance aux années de sécheresse aux dépens des années à la pluviométrie normale et au-dessus de la moyenne, ce qui a amené certains historiens à formuler des généralisations excessives à propos des famines de l'Afrique précoloniale¹⁴. Ces historiens ne disent rien des mesures que les Africains ont prises pour contrecarrer les effets de la sécheresse et passent sous silence, par exemple, le rôle qu'elle a joué dans la transformation des systèmes de production et de distribution, dans la valorisation des cultures vivrières et dans l'évolution des méthodes de conservation des aliments.

La question des sécheresses et des famines s'inscrit également dans celle, plus vaste, de l'efficacité de l'agriculture africaine pendant la période précoloniale. La période 1500-1800, par exemple, a été marquée par l'apparition de techniques intensives d'utilisation des sols qui, à leur tour, ont permis l'accroissement de la densité de population. Vansina nous donne à ce propos quelques exemples : « La basse Casamance, le pays Igbo, les prairies du Cameroun où l'on cultivait divers végétaux, les montagnes de la région des Grands Lacs, au bord du rift occidental, où l'on pratiquait l'irrigation et la culture intensive des bananes, le plateau kukuya où l'on

12. *Idem.*

13. J. B. Webster, 1979 et 1980; S. E. Nicholson, 1978 et 1979; J. C. Miller, 1982; D. J. Schove, 1973; J. K. Thornton, 1981a. Voir également le chapitre 26.

14. Voir le chapitre 22.

appliquait de nouvelles méthodes de fertilisation, ou encore la vallée du haut Zambèze dont les crues servaient à l'irrigation [...]. On pratiquait depuis des millénaires une culture intensive dans les oasis d'Afrique du Nord et en Égypte¹⁵. »

Bref, bien que la pratique de l'agriculture intensive ne fût pas aussi ancienne dans la plupart des autres contrées d'Afrique qu'elle l'était en Afrique du Nord, il y avait çà et là, surtout en Afrique occidentale et centrale, de petites poches d'agriculture intensive. On utilisait dans ces régions des techniques culturales avancées comme les cultures en terrasses, la rotation des cultures, les engrais verts, l'agriculture mixte et l'exploitation contrôlée des marécages. Ces questions méritent davantage l'attention des historiens que les généralisations habituelles sur la famine et la sécheresse en Afrique.

Le christianisme et l'islam

La période allant de 1500 à 1800 a été marquée par le déclin du christianisme en Afrique — surtout en Éthiopie, sur la côte orientale et, dans une moindre mesure, au Kongo — et par la montée de l'islam en Afrique de l'Ouest, au Soudan, en Éthiopie et sur la côte Est.

Sur la côte de la Guinée inférieure, par exemple, le christianisme avait été introduit dans la région par les Hollandais et les Anglais. Ils avaient commencé par créer des écoles élémentaires dans leurs châteaux à Cape Coast, Elmina et Accra. Par la suite, au milieu du XVIII^e siècle, des missionnaires avaient été envoyés à Cape Coast par la Société pour la propagation de l'Évangile. En outre, quelques-uns des nouveaux convertis, surtout les enfants des mulâtres et des dirigeants locaux, avaient été envoyés à l'étranger pour parfaire leur éducation et un grand nombre d'entre eux étaient revenus chez eux comme enseignants et missionnaires. Les fondements de la révolution chrétienne qui devait avoir lieu en Afrique occidentale au XIX^e siècle furent donc posés à cette époque.

Au Kongo, le christianisme fut introduit sous le règne d'Afonso I^{er} (1506-1543). Sous la direction de son fils Henrique, qui avait été consacré évêque à Rome, il fit du catholicisme la religion d'État. Mais la ferveur chrétienne déclina au Kongo jusqu'en 1645, date à laquelle un grand nombre de missionnaires capucins italiens arrivèrent dans le pays. Environ 400 missionnaires allèrent au Kongo et, plus tard, en Angola au cours du XVII^e siècle, pour prêcher l'Évangile, notamment dans les zones rurales. Comme nous l'a dit Vansina, le christianisme, d'abord introduit au Kongo par les Portugais, était, dans une très large mesure, la religion de la noblesse urbaine et la hiérarchie ecclésiastique restait essentiellement portugaise. Mais de 1645 à 1700, les missionnaires italiens entreprirent de convertir systématiquement la population, surtout dans les zones rurales¹⁶.

15. Voir le chapitre 3.

16. Voir le chapitre 19.

Le christianisme comme l'islam étaient, au cours de cette période, essentiellement syncrétistes. Au Kongo, par exemple, le christianisme coexistait avec la religion traditionnelle. En fait, l'interpénétration entre les deux religions était telle que, comme le dit Vansina, « dès le XVI^e siècle, on peut parler d'une seule religion où éléments chrétiens et anciens s'étaient fondus, du moins chez les nobles, et cette religion se répandit surtout au XVII^e siècle. [...] Cette nouvelle religion fut à l'origine du vaudou haïtien¹⁷ ».

C'est également à cette époque que l'on tenta d'organiser des Églises indépendantes. Au Kongo, les premières tentatives pour créer une Église autochtone furent faites à partir de 1630 et cet effort prit toute son ampleur en 1704, lorsque Dona Beatrice Kimpa Vita commença à prêcher un christianisme réformé appelé l'antonianisme, qui rejetait les missionnaires et les Blancs. Dorénavant, le catholicisme autochtone allait dominer au Kongo.

En ce qui concerne l'islam, il est évident que l'expansion de la religion islamique en Afrique constitue l'un des thèmes importants de la période allant de 1500 à 1800. Sur la côte de la Guinée inférieure, par exemple, ce sont les commerçants mande et hawsa qui introduisirent l'islam. Il se propagea en suivant les routes commerciales du nord et atteignit les Ashanti et les Baoulé vers 1750. En 1800, il y avait à Kumasi un quartier musulman très prospère et une école coranique.

Sur la côte de la haute Guinée, ce sont les Fulbe et les Malinke qui furent responsables de l'expansion de l'islam. Ils formèrent une alliance religieuse Fulbe-Mande destinée non seulement à convertir la population de la région mais également à la soumettre. La propagation de l'islam fut donc associée à la domination politique dans de nombreuses régions d'Afrique, comme l'illustre bien le cas de la Sénégambie où l'opposition entre les théocraties musulmanes et les régimes des *ceddo* (seigneurs de la guerre) sert de toile de fond à l'histoire de la région. Au Soudan, l'islamisation du nord du pays créa une frontière idéologique entre le Soudan du Nord et le Soudan du Sud, qui reste très marquée. Cette période vit la création et l'expansion de deux États musulmans de la savane : les sultanats fundj et fūr. Aux XVII^e et XVIII^e siècles, l'islam continua de se propager dans les Royaumes bambara, mossi, de Kong et de Gwirika, par l'intermédiaire des commerçants et des chefs religieux, et même par la violence. On constate le même processus d'islamisation dans le pays Hawsa et au Borno.

Outre la simple expansion géographique de l'islam en Afrique à cette époque, le fondamentalisme musulman fut un facteur important dans de nombreuses régions. Citons par exemple le mouvement Nāṣir al-Dīn, né en Mauritanie et qui se propagea ensuite vers le sud. Il s'expliquait par des raisons en partie économiques (contrôler le commerce des céréales et des esclaves) et en partie religieuse (purifier et réformer l'islam en remplaçant un régime arbitraire par la théocratie musulmane). On constate la même tendance réformiste chez les musulmans du pays Hawsa, surtout pendant le

17. *Idem.*

XVIII^e siècle. Des communautés d'érudits musulmans, ayant la même formation politique, économique et religieuse, se multiplièrent dans divers centres et se mirent à critiquer l'ordre établi que représentait l'aristocratie. Le plus éminent de ces érudits, Malam *Djibrīl* dan 'Umaru, prônait des réformes islamiques. 'Uthmān et 'Abdullāhī dan Fodio furent tous deux ses disciples. Lorsque la domination des aristocrates se fit encore plus oppressive, les érudits attaquèrent ouvertement l'ordre établi. Telles sont les origines du *djihād* du XIX^e siècle.

En opprimant la paysannerie africaine, surtout au Soudan occidental, dans les régions du Niger et du Tchad, en Égypte, au Sahara, au Maghreb, en Éthiopie et au Kongo, les élites rurales et urbaines firent le jeu des dirigeants musulmans et des mouvements messianiques chrétiens qui n'eurent aucun mal à recueillir l'appui massif des paysans. Les chefs religieux promettaient l'égalité et la fin de l'injustice et stigmatisaient les aristocraties traditionnelles et les Européens, éléments perturbateurs et causes de l'injustice sociale.

Notons, pour finir, que les Africains avaient une conception syncrétique de l'islam, tout comme du christianisme. Ils acceptaient l'islam mais restaient fidèles à leur religion traditionnelle. Comme Izard et Ki-Zerbo le font observer, ces syncrétismes se développèrent plus tard avec le christianisme en Afrique et dans le culte afro-américain au Brésil, en Haïti et à Cuba. « L'islam, concluent-ils, se présentait aux Bambara avec des institutions qui ne niaient pas systématiquement les leurs, par exemple la polygamie, le divorce, la répudiation, l'esclavage¹⁸. »

18. Voir le chapitre 12.